

La francophonie mérite mieux

Jean-Luc Mélenchon

10 octobre 2018

Macron est au sommet de la francophonie les 11 et 12 octobre qui se tient à Erevan, en Arménie. Il y sera nuisible. Les francophones, ce sont aujourd'hui 274 millions de personnes réparties dans 75 pays. Cela en fait la 4ème langue la plus parlée dans le monde. Et 29 États ont le français comme langue officielle. En 2050, il y aura 700 millions de locuteurs en français. Cela pourrait faire de notre langue la 3ème du monde. Le centre de gravité de la francophonie se situera alors sur le continent africain puisque c'est là que se trouveront 85% des francophones.

Le partage de cette langue avec des centaines de millions de personnes sur les cinq continents est une chance pour nous tous. Je crois que l'espace francophone devrait être une priorité de la diplomatie française plutôt que le monde anglo-saxon de l'OTAN. Encore faudrait-il défendre l'usage du français, notamment dans les institutions internationales. Les libéraux français de tous poils pensent en anglais. Ils ne défendent donc jamais notre langue. Résultat : le recul est général. Exemple : à l'ONU, le français est langue officielle. Pourtant, 90% des documents reçus par les services de traduction au bureau de New-York sont rédigés en anglais. De même pour 80% de ceux reçus au bureau de Genève. Les documents rédigés en français ne représentent res-

pectivement que 4% et 10% des documents. Plus honteux, dans l'Union européenne, 5% des documents de la Commission sont en français. C'était encore 40% il y a vingt ans. Bientôt, la langue de travail principale des institutions européennes, l'anglais, après le Brexit, ne sera pourtant la langue officielle que de deux États membres : l'Irlande et Malte.

De cela, Macron s'en fout. C'est ce que prouve encore son choix de candidate pour le poste de secrétaire générale de l'organisation internationale de la francophonie. Contre l'actuelle titulaire du poste, une québécoise d'origine haïtienne, il soutient la candidature de l'actuelle ministre des Affaires étrangères du Rwanda, Louise Mushikiwabo. C'est-à-dire une membre du régime dictatorial de Paul Kagamé. Au pouvoir depuis 18 ans, le président rwandais a été réélu pour la dernière fois avec 98% des voix. L'opposition y est féroce réprimée. La directrice régionale de l'association Amnesty international décrit la vie politique au Rwanda de la façon suivante : « depuis que le Front patriotique rwandais (FPR) est arrivé au pouvoir, il y a 23 ans, il est difficile pour les Rwandais de participer à la vie publique et de critiquer ouvertement les politiques gouvernementales ; certains le paient même de leur vie ». La démocratie et

les droits de l'Homme sont pourtant inscrit dans la charte de l'Organisation internationale de la francophonie.

Ce n'est pas tout. Depuis une décennie, le Rwanda ne cesse de donner des signes de préférence pour le monde anglo-saxon. Le français, lui, y recule. En 2003, l'anglais est devenu la 3ème langue officielle du pays. En 2009, il a intégré le Commonwealth. Et en 2010, coup de grâce, l'anglais est devenu la seule langue d'enseignement dans les écoles publiques. Le français a été totalement éliminé. Le régime est si grossièrement anglophile

que l'accession de sa ministre des affaires étrangères à la tête de l'OIF a donné lieu à la publication d'une tribune par quatre anciens ministres de la francophonie pour s'y opposer. En poussant pour une telle candidature, Macron se fait l'ennemi de la francophonie. Il montre sa fascination morbide pour la langue du libéralisme et des États-Unis. Il passe à côté de ce que signifie pour la francophonie son actuelle présidente. Il adresse un message de résignation au monde francophone.